SOLIDARITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

(Pour l'avenir de la France dans l'Europe)




Roger SÉRI
Titulaire

Pascal FREULON
Remplaçant

Je soussigné, Roger SERI, né il y a 60 ans dans la région parisienne, suis d'orgine modeste (un grand-père cocher-livreur de bières, l'autre terrassier). Mon père a émigré à la Martinique, où durant 50 ans, il a usé sa vie à la gagner dans la mécanique générale...
Je ne suis pas un "parachuté" au service d'un parti dans la 3ème circonscription.

Je réside depuis 38 ans à PETIT-QUEVILLY avec mon épouse née VIEL (comme son père, native de PETIT-QUEVILLY). Mon beau-père, Jean VIEL, après la dernière guerre, a siégé au Conseil municipal de PETIT-QUEVILLY sous l'étiquette Radical Socialiste. Je suis père de 2 filles et 4 fois grand-père. Je suis depuis peu à la "retraite" puisque j'ai cotisé plus de 37 ans et demi à la Sécurité Sociale.

La plus grande partie de mes années laborieuses se sont déroulées dans la plupart des entreprises normandes pour effectuer des travaux neufs ou réparations mécanique-chaudronnerie dont trois établissemnts disparus depuis assuraient les prestations (VIEL, LOZAI, JULIN).

Dans mes premières années, les **60 heures par semaine, et les nuits passées pour "réparer" par tout moyen,** afin que cela **"remarche"** le matin suivant, **m'ont appris sur le tas ce qu'est le travail, la dignité des travailleurs, les problèmes profonds à tous les niveaux de la hiérarchie... le drame affreux qu'est le chômage.**

Je suis convaincu quels que soient les hommes politiques au pouvoir et les fumeuses combinaisons politiciennes, que ce sont les Français qui devront résoudre les problèmes du quotidien, car la crise "se perpétuera" encore quelque temps, les changements indispensables depuis trente ans n'ont pas eu lieu.

Le monde industriel n'a cessé d'évoluer dans des directions qui n'ont pas toujours été perçues à temps dans notre hexagone. La **concurrence industrielle étrangère** est de plus en plus présente dans bien des secteurs parce que **sa compétitivité a été stimulée par des moyens financiers, dont n'ont pu bénéficier jusqu'à ce jour bon nombre de nos entreprises.**

Dans les pays industriels les plus avancés, aux USA et en Allemange Fédérale, notamment, les salariés sont de moins en moins considérés comme de simples composantes des prix de revient. Des entreprises de plus en plus nombreuses recherchent la qualité, l'efficacité et enfin de compte des prix de revient améliorés, grâce à une approche plus intelligente du travail au travers **de partenaires salariés motivés et qui se sentent "impliqués" dans le développement et la réussite de leur entreprise.** De plus en plus de salariés deviennent ainsi des partenaires responsables, qui bénéficient des performances et des résultats auxquels ils ont participés.

Outre la participation des salariés à la gestion de leur entreprise à faire ; nous vivons une "crise" car nos usines, nos organisations productives n'ont pu se moderniser et rester compétitives par la seule faute d'un système corporatif bancaire totalement stérile et périmé.
Les dirigeants deviennent les otages des banquiers.

Les banquiers par le chantage qu'ils peuvent effectuer grâce à la "caution solidaire", toujours exigée pour le plus minime prêt peuvent tout se permettre.
Les délais de justice toujours trop long les protègent quand les victimes de ces **casseurs en col blanc** se rebiffent... Les banquiers avec notre argent, peuvent durer... d'ailleurs leurs frais d'avocats sont déductibles de leurs immenenses bénéfices qui, quel que soit le gouvernement (Droite ou Gauche) croissent encore plus vite que le nombre des chômeurs et faillites.

A notre époque, tout le monde reconnaît que **faute d'avoir pu investir** suffisamment et en temps, nos entreprises ne sont plus compétitives et par conséquent, **nous sommes voués au sous-développement économique.** Un fait est certain : **seuls les établissements financiers sont en expansion alors que le chômage s'accroit et que notre économie périclite.**

Actuellement les banques prêtent aux entreprises en prenant le maximum de garantie **et en demandant de manière systématique la caution personnelle et solidaire de leurs dirigeants.** Cette sûreté **dévastatrice** permet d'engloutir non seulement les biens affectés à l'exploitation **mais encore tous les biens des familles dont les membres ont pris les risques du commerce et par la même, contribué à tenter** de consolider notre économie et de **conserver la place de la France dans le monde.**

Or, de telles pratiques rendent timorés nos chefs d'entreprises, ce qui est préjudiciable à la **vitalité économique.**

Nous suggérons, par **une loi que nous proposerons,** que soit rétabli pour les puissants établissements prêteurs **le risque du commerce de l'argent** et plus concrètement que l'organisme qui finance une activité économique **supporte 50 % des pots cassés.**

Il est indispensable que nous réagissions pour réformer par le biais des pouvoirs publics les atteintes à notre économie. Que **le risque du commerce** de l'argent soit pour le moins partagé.

Pourquoi les banques bénéficieraient-elles de plus de garanties que les autres dispensateurs de crédits ? Prenons pour exemple le fournisseur qui livre ses produits et obtient une traite à 90 jours. **Lui, prend les risques attachés au commerce qui sont les mêmes que ceux attachés au commerce de l'argent.**

Halte aux stériles confrontations Droite-Gauche et leurs extrêmes ! Halte au racisme, à l'intolérance, halte aux délais de justice qui permettent "aux casseurs au col blanc" de notre économie de perpétuer leurs méfaits toujours à leurs profits comme s'ils étaient au-dessus des lois.

Pour l'avenir des Français et de la France dans l'Europe : il faut une France forte dans une Europe forte : **c'est une France jeune conseillée par des moins jeunes, comme moi, conscients de l'intérêt général.**

La **jeunesse** d'aujourd'hui c'est notre **puissance économique de demain.** Une France vieillissante, c'est la "colonisation" assurée pour demain par les populations plus dynamiques de l'Europe, de l'Afrique, de l'Asie. Les moyens pour une France jeune : ce sont des allocations familiales indexées avec une incitation croissante au 2ème, 3ème et 4ème enfant. C'est un **statut des mères de famille** pour élever les enfants avec une facilité de réinsertion au travail et un régime de retraite reconstitué.

C'est une France avec un haut niveau de qualification : c'est une formation pour tous dans l'appareil scolaire et dans la vie professionnelle. C'est une formation adaptée aux besoins économiques : **arrêtons de former des ajusteurs et des mécaniciens dont on a plus besoin sur le marché.** Formons les jeunes à la commande numérique, à l'électronique automobile et **non pas aux techniques du passé sans débouché.**

C'est une France au travail : **Pas de chômage "inéluctable"** pour 10 % des Français. Certes un chômage d'adaptation est inéluctable dans notre monde en pleine mutation. Mais **un chômage structurel conduisant à des assistés au long court est inadmissible.** Pour une France au travail, il faut des stages de formation pour tous à chacun selon son niveau.
Pour créer des emplois, pour les jeunes, **la retraite à partir de 37,5 ans de cotisation S.S quel que soit l'âge pour une embauche des jeunes en remplacement.**

La France qui gagne : c'est la France qui se bat, qui bouge pour trouver du travail, **qui investit, crée des entreprises.**
Pour cela, **il faut terrasser les féodalités étatiques, fiscales, bancaires,** par exemple, écréter la taxe professionnelle de 50 % pour les patrimoines des entrepreneurs.
Priorité à l'emploi, que les régions et communes **diminuent leurs dépenses "somptuaires" pour favoriser les initiatives créatrices d'emploi.**

Vu les candidats